Depuis l'an dernier, suite à la loi de transformation de la Fonction Publique, il n'existe plus de Commission Administrative Paritaire concernant les actes de gestion. En conséquence, il n'y a plus de CAP pour les 1ères affectations des contrôleur.euse.s stagiaires ce qui constitue une véritable régression pour les droits desagent.e.s concerné.e.s.

Une réunion d'information a donc été organisée sur une matinée le 22 octobre, pour l'ensemble des 1ères affectations.

En amont, aucun document de travail ne nous a été fourni, ce qui nous oblige à travailler à l'aveugle pour répondre aux sollicitations des personnels stagiaires.

Malgré l'absence de CAPN, la CGT Finances Publiques revendique que tous les documents nécessaires soient donné en amont de la réunion que ce soit pour les syndicats et pour l'ensemble des agent.e.s avec :

 Le nombre d'apport par département ;
 Le nombre d'affectation d'office ;
 Le nombre de rapprochement externe ;
 Ou encore celui des vacances d'emplois par département …

Sur le mouvement de 1ère affectation en tant que tel, voici les chiffres donnés par la Direction Générale :

 Alors que l'an dernier, le mouvement de 1ère affectation représentait 57,3 % d'apport en RIF, cette année la région île de France est plus que bloquée pour les stagiaires. En effet, seules 134 affectations ont été prononcées en Région Île de France (contre 679 l'an passé).

De nombreuses situations personnelles difficiles chez les stagiaires B demandant l'Ile-de-France n'ont pu être résolues. Pour illustrer nos propos et sur initiatives des contrôleurs stagiaires, la CGT Finances Publiques a fait circuler une pétition qui a été signée par 250 contrôleurs, dont 200 signatures sur l'établissement de Noisy-Le-Grand en seulement 48H.

 Pour le mouvement administratif, sur 1439 laureat.e.s généralistes appelé.e.s à l activité, 1298 ont été affecté.e.s, dont 100 postes environ pour les services relocalisés.

Par ailleurs, 43 lauréat.e.s programmeurs ont été affectés dans les DISI.

La situation globale des effectifs dans la catégorie B reste largement déficitaire et de nombreux postes n'ont donc pas été pourvus (Administratifs ou informatiques).

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

 66 contrôleur.euse.s stagiaires administratifs sont affectés d'office (AO) dans 17 départements (Finistère, Côte d'Armor, Morbihan, Manche, Ille-et-Vilaine, Mayenne, Orne, Vendée, Deux-Sèvres, Cher, Corrèze, Lot, Gers, Aveyron, Haute-Loire, Doubs, Alpes-de-Hautes-Provence). Beaucoup d'agents affectés d'office viennent d'Île de France et se retrouvent en province. 22 d'entre eux bénéficiaient d'une priorité de rapprochement qu'ils n'obtiennent pas (dont 20 sur les départements francilien).

8 contrôleur.euse.s programmeur.euses.s stagiaires sont affectés d'office dans 5 départements. (le Loiret, la Somme, la Seine-Maritime, la Nièvre et l'Isère).

La plupart de ces départements de province avaient été fortement demandés par les titulaires et de nombreuses demandes sont restées non satisfaites (coupure C 1, 9ème dans le 56 par exemple).

 Pour le mouvement des administratifs, sur 600 demandes de rapprochements, 499 obtiennent satisfaction, soit 83,2 % de taux satisfaction. Pour les programmeurs, 6 demande de rapprochements ont été satisfaites sur 9.

 7 départements étaient fermés aux stagiaires, car des titulaires y sont en attente de rapprochement au mouvement général 2020 (le Gard, le Pas-de-Calais, les Pyrénées-Orientales, la Guadeloupe, la Réunion, la Seine et Marne et le Val d'Oise).

Plusieurs questions ont été posées par la CGT Finances Publiques :

../.. suite à télécharger

fichiers: Télécharger cr_reunion_1eres_affects_b_28_10_20211.pdf (221.11 Ko)
Colonne de droite publique: En direct des CAP Nationales
Public: Mobilité
CAP B

Leave this field blank